

HOOFDSTUK X. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 28.** In afwijking van artikel 21, voor de gemeenten die voor de eerste keer om een coördinatiesubsidie verzoeken, wordt de jaarlijkse vaste subsidie verminderd tot de passende verhouding van de periode vanaf de dag waarop de eerste vergadering van de GOC plaatsgevonden heeft tot het einde van de maand september die volgt.

Voor de gemeenten die op de oproep van de Minister van Kinderwelzijn voor de projecten 2003-2004 hebben geantwoord en die in dit kader een subsidie hebben gekregen voor de tewerkstelling of de verlenging van de tewerkstelling van de opvangcoördinator(en) zal de coördinatiesubsidie bedoeld in artikel 34 van het decreet slechts worden toegekend krachtens het decreet vanaf 1 december 2004. De jaarlijkse vaste subsidie zal dus voor het volgende jaar tot tien twaalfde worden gebracht.

**Art. 29.** In afwijking van artikel 2, § 1, en binnen de periode die voorafgaat aan de gemeenteraadsverkiezingen van 2006, begint het mandaat van de leden van een GOC te lopen wanneer de gemeente de GOC voor de eerste keer bijeenroep en loopt ten einde wanneer de nieuwe leden van de GOC aangesteld worden binnen een termijn van zes maanden volgend op deze verkiezingen.

**Art. 30.** Bij gebrek aan een vormingsprogramma bedoeld in artikel 20, tweede lid, van het decreet, mogen de vormingsinstellingen worden erkend op voorwaarde dat ze de andere regels bepaald in artikel 7 naleven. Deze erkenning eindigt het jaar dat volgt op het jaar waarin het voornoemde vormingsprogramma door de Regering wordt bepaald.

**Art. 31.** De Minister van Kinderwelzijn, bevoegd voor het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.", wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 32.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Brussel, 3 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.",  
J.-M. NOLLET

---

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

F. 2004 — 805

[2004/200344]

**18 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application des articles 4 et 6 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 87, § 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 8 août 1980;

Vu le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 6 mai 2003;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet et 10 décembre 2003,

Sur proposition du Ministre de la Culture,

**CHAPITRE I<sup>er</sup> — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° "le Ministre", le membre du Gouvernement de la Communauté française en charge les infrastructures culturelles dans ses attributions;

2° "le décret", le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

3° "le premier équipement spécifique", l'équipement de base destiné au fonctionnement particulier de l'infrastructure à l'exception des espaces administratifs et du matériel bureautique. Pour une salle de spectacles, il s'agit du matériel scénographique, des gradins, des fauteuils et de l'équipement des loges. Pour une bibliothèque, il s'agit du mobilier fixe tel que les rayonnages et du mobilier des salles de lecture. Pour un musée, il s'agit du matériel d'exposition permanent. L'équipement des cafétérias est compris dans le montant plafond y afférent.

4° "l'administration", le Ministère de la Communauté française;

**CHAPITRE II. — Autorités locales prioritaires et budget participatif**

**Art. 2.** Jusqu'au 31 décembre 2006, les autorités locales visées à l'article 6, § 2, 1°, du décret sont celles dont au moins une partie du territoire comprend au moins un quartier qui est visé :

- soit par la décision de la Commission européenne du 1<sup>er</sup> juillet 1999

établissant la liste des régions concernées par l'objectif n° 1 des Fonds structurels pour la période 2000 à 2006;

- soit par la décision de la Commission européenne du 22 décembre 1999 établissant la liste des zones concernées par l'objectif n° 2 des Fonds structurels pour la période 2000 à 2006 en Belgique.

**Art 3.** Les autorités locales visées à l'article 6, § 2, 2°, du décret sont celles dont le nombre d'habitants est inférieur ou égal à 6 000 habitants.

**Art. 4.** Les modalités minimales d'exercice de la participation des habitants qui s'imposent aux collectivités locales en vertu de l'article 6, § 3 du décret sont les suivantes :

1° Assurer la création et le fonctionnement régulier d'un espace réunissant au moins les autorités locales, l'administration, les organisations socio-culturelles et les organisations culturelles reconnues en vertu d'un décret de la Communauté française. Cet espace est également ouvert aux habitants de la zone concernée par le projet;

2° Assurer, au sein de cet espace, la rédaction et la co-signature d'un règlement permettant de définir conjointement la manière dont les parties vont collaborer pour construire collectivement des propositions relatives aux dépenses culturelles d'investissement du budget de la collectivité locale et les priorités dans leur exécution;

3° Assurer la transparence des décisions prises par l'autorité locale pour ses dépenses culturelles d'investissement et ses priorités dans leur exécution en explicitant, au sein de cet espace, les critères et les arguments qui ont mené aux décisions.

### CHAPITRE III. — *Procédure*

**Art. 5.** La procédure relative aux petites infrastructures ainsi qu'à l'acquisition d'une infrastructure à destination culturelle comporte 2 étapes : la demande de principe et l'accord ferme.

La procédure relative aux grandes infrastructures comporte 4 étapes : la demande de principe, l'accord sur avant-projet, l'accord sur projet et l'accord ferme.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Cette première phase de la procédure est commune aux demandes d'acquisition ou de travaux relatifs à une petite ou à une grande infrastructure.

§ 2. La collectivité locale adresse au Gouvernement, en 4 exemplaires, une demande de principe comprenant :

1. Une note de motivation destinée à justifier l'opportunité de la réalisation ou de l'acquisition projetée.

Cette note prendra en compte et explicitera :

1° Les critères visés aux points 1°, 2° et 3° de l'article 5 du décret;

2° S'il échet, le caractère prioritaire de la collectivité locale en vertu de l'article 6, § 2, 1° ou 2° du décret conformément aux articles 2 et 3 du présent arrêté;

3° S'il échet, la mise en œuvre de la procédure de participation directe des habitants prévue par l'article 4 du présent arrêté conformément à l'article 6, § 3 du décret.

2. Une note d'intention comprenant :

1° Le programme complet des installations à réaliser et son adéquation avec les législations culturelles en application;

2° Les phases éventuelles de mise en œuvre;

3° Un plan de situation de la commune avec indication de l'endroit choisi et la localisation des autres infrastructures culturelles existantes ou projetées;

4° En cas d'acquisition ou de rénovation d'un bâtiment, un plan de relevé des installations existantes;

5° Les dispositions envisagées par la collectivité locale en vue de la gestion future des installations;

6° Le cas échéant, les dispositions envisagées par la collectivité locale en matière de qualité architecturale ainsi qu'en application de réglementation en matière de marchés publics, en particulier les dispositions relatives aux marchés de services d'architecture. Seront notamment précisés, le type de procédure choisie et sa justification, les différents types de compétences sollicitées afin de répondre aux spécificités de l'infrastructure envisagée, les critères de sélection qualitative et d'attribution et la manière dont ceux-ci contribueront à favoriser la qualité architecturale.

3. Une première estimation du coût de la réalisation détaillant les postes suivants :

1° Le coût de l'acquisition éventuelle;

2° Le coût des travaux;

3° Le coût des premiers équipements spécifiques;

4° Les frais généraux;

5° Le cas échéant, le coût des dispositions envisagées par la collectivité locale en vue de l'application du décret du 10 mai 1984 relatif à l'intégration des œuvres d'arts dans les bâtiments publics.

6° Le coût de l'organisation d'une procédure de concours pour la désignation du/des auteur(s) de projet. Si la réalisation est prévue par phases, l'estimation du coût de chacune d'elles devra être précisée.

Les modalités de calcul seront précisées ainsi que les autres possibilités de subventions auprès d'autres partenaires publics et/ou privés.

4. Un extrait de la délibération des autorités de la collectivité locale contenant la décision de principe de solliciter les subventions à la Communauté française, l'approbation des notes de motivation et d'intention ainsi que l'approbation de l'estimation.

§ 3. Le Ministre soumet le dossier complet constituant demande de principe pour avis à l'administration, via l'Inspection des Finances.

L'administration communique son avis au Ministre dans un délai de deux mois.

§ 4. La décision du Ministre est communiquée à la collectivité locale.

Si cette décision est favorable, elle constitue la promesse de principe et entraîne l'autorisation d'engager la procédure de passation du ou des marché(s) de service(s) relatif(s) à la désignation des auteurs de projet.

Cette promesse de principe ne peut être considérée comme un engagement ferme, ce dernier étant subordonné à l'approbation des phases avant-projet, projet et accord ferme.

Elle perd par ailleurs tout effet si l'introduction de la phase suivante de la procédure n'a pas lieu dans l'année qui suit la date de cette promesse.

Le Ministre peut proroger ce délai de six mois sur base d'une demande dûment justifiée.

**Art. 7.** En cas d'organisation d'un concours de projet en application de l'article 7, § 2, 3° du décret, ou d'une procédure négociée avec publicité, impliquant la mise en place d'un jury ou d'un comité de sélection, la collectivité locale

adresse à l'administration en 2 exemplaires :

- 1° L'avis de marché et le(s) cahier(s) spécial(aux) des charges du/des des marchés(s) de service;
- 2° La composition du jury ou du comité de sélection; celui-ci sera composé, au moins pour moitié d'architectes; au moins trois d'entre eux seront des experts extérieurs aux services de la collectivité locale;
- 3° Le procès-verbal du jury ou du comité de sélection, accompagné de la délibération des autorités de la collectivité locale désignant les auteurs du projet;
- 4° La liste des frais inhérents à l'organisation de la procédure de sélection ainsi que leurs justificatifs.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice du dernier alinéa de l'article 6, dans un délai maximal d'un an à dater de la promesse de principe et s'il s'agit d'une grande infrastructure, la collectivité locale adresse à l'administration, en 4 exemplaires, un dossier d'avant-projet comprenant :

1. Un dossier technique comportant les documents suivants :
  - 1° Les plans, coupes et élévations d'avant-projet établis à l'échelle d'1 %;
  - 2° Une note décrivant les options choisies en matière d'organisation des espaces, les réponses apportées au programme et le concept architectural;
  - 3° Les notes de synthèse concernant l'ensemble des options choisies pour les techniques intervenant dans la réalisation;
  - 4° Le rapport du Service régional Incendie et la synthèse des réponses apportées aux requêtes de ce dernier;
  - 5° Une estimation par poste.

En cas de réalisation des travaux par phases, le dossier d'avant-projet portera sur l'ensemble des phases envisagées et précisera le contenu de l'estimation de chacune d'elles.

2. Un extrait de la délibération des autorités de la collectivité locale contenant l'approbation de l'avant-projet, l'approbation de l'estimation, la décision de solliciter les subventions à la Communauté française et la désignation des représentants de la collectivité locale dans la Commission d'intégration des œuvres d'art.

§ 2. Le Ministre soumet le dossier complet constituant l'avant-projet à l'administration pour avis, via l'Inspection des Finances.

L'administration communique son avis au Ministre dans un délai de deux mois.

La décision du Ministre est communiquée à la collectivité locale.

En cas d'approbation, elle constitue l'accord sur l'avant-projet et fixe le montant subsidiable conformément aux articles 6 et 7 du décret.

Cet accord ne peut être considéré comme un engagement ferme, ce dernier étant subordonné à l'approbation des phases projet et accord ferme. Il perd par ailleurs tout effet si l'introduction de la phase suivante de la procédure n'a pas lieu dans les 2 ans qui suivent la date de cette décision. Le Ministre peut proroger ce délai de six mois maximum sur base d'une demande dûment justifiée.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice du dernier alinéa de l'article 8, dans un délai de deux ans à dater de l'accord sur avant-projet, et s'il s'agit d'une grande infrastructure, la collectivité locale adresse à l'administration, en 2 exemplaires, un projet comprenant :

1. Un dossier technique constitué par :
  - 1° Une note de synthèse explicitant les procédures de passation des marchés de travaux envisagées;
  - 2° Les plans, coupes et élévations du projet établis à l'échelle de 2 %;
  - 3° Les cahiers spéciaux des charges;
  - 4° Le permis d'urbanisme et le cas échéant, le permis d'environnement;
  - 5° Le métré estimatif.

En cas de réalisation de travaux par phases, le projet sera accompagné d'une note précisant l'objet de la phase concernée, le contenu, le calendrier et l'estimatif des phases ultérieures.

2. Le procès-verbal de la réunion de la Commission d'intégration des œuvres d'art relative au projet ainsi que le montant estimé des honoraires de l'artiste et du coût de l'œuvre.

3. Un extrait de la délibération des autorités de la collectivité locale contenant l'approbation du projet et la désignation de l'artiste chargé de réaliser l'œuvre d'art.

§ 2. Le Ministre soumet le dossier complet constituant le projet pour avis à l'administration, via l'Inspection des Finances.

La décision du Ministre est communiquée à la collectivité locale.

Si elle est positive, elle constitue l'accord sur projet, fixe le montant du subside sur base du montant approuvé au stade de l'avant-projet, majoré de la révision des prix et autorise l'engagement de la procédure de mise en concurrence des travaux.

Cet accord ne peut être considéré comme un engagement ferme, ce dernier étant subordonné à l'approbation par le Ministre de l'adjudication des travaux. Il perd par ailleurs tout effet si l'introduction du dossier n'a pas lieu dans l'année qui suit la date de cette décision. Ce délai peut être prorogé de six mois sur base d'une demande dûment justifiée.

**Art. 10.** Cette dernière phase de la procédure est commune aux demandes d'acquisition ou de travaux relatifs à une petite ou grande infrastructure.

Sans préjudice d'une éventuelle prolongation des délais accordés conformément à un des articles précédents, la demande d'accord ferme est introduite dans l'année qui suit l'accord sur projet, et après mise en concurrence du/des marché(s) de travaux pour les grandes infrastructures et dans l'année qui suit la promesse de principe en cas d'acquisition ou de réalisation d'une petite infrastructure.

La collectivité locale adresse à l'administration les documents suivants :

§ 1<sup>er</sup>. En cas d'acquisition d'un bien existant :

- 1° 2 copies de l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent, ou du Comité d'Acquisition d'Immeuble, ventilée en biens bâtis et non bâtis;
- 2° 2 copies de la promesse de vente.

§ 2. En cas de travaux :

- 1° 2 copies du procès-verbal d'ouverture des soumissions;
- 2° 2 copies du rapport d'analyse des soumissions et du rapport d'attribution;
- 3° 2 copies de la/les soumission(s) retenue(s);
- 4° 2 copies des soumissions non retenues.

En outre, s'il s'agit d'une petite infrastructure, une copie du permis d'urbanisme, s'il échet.

§ 3. En cas de travaux réalisés en régie, les documents à adresser à l'administration en 2 exemplaires portent sur :

- 1° Les plans, coupes et façades établis à l'échelle de 2 %;
- 2° Les devis relatifs à l'achat des matériaux;
- 3° Les devis pour location de matériel nécessaire à l'exécution des travaux;
- 4° Les frais de main d'œuvre extérieure, à l'exclusion des salaires et charges sociales du personnel de la collectivité locale;

5° Une copie du permis d'urbanisme s'il échet.

§ 4. Le dossier complet sera accompagné de 2 exemplaires originaux de l'extrait de la délibération des autorités de la collectivité locale contenant l'approbation :

- 1° soit de l'estimation du bien à acquérir;
- 2° soit de la/les soumission(s) retenue(s) pour les travaux réalisés par entreprises;
- 3° soit des devis pour les travaux réalisés en régie

§ 5. Le dossier constituant accord ferme est ensuite adressé au Ministre, via l'Inspection des Finances.

En cas d'approbation du Gouvernement, la décision est communiquée à la collectivité locale. Elle constitue l'accord ferme, autorise l'acquisition du bien ou la commande des travaux et fixe le montant du subside sur base du montant approuvé au stade du projet, majoré de la révision des prix, ou s'il est inférieur, sur base du résultat de(s) l'adjudication(s).

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. En cas de subvention destinée à couvrir les frais d'organisation d'une procédure de sélection, le montant de celle-ci, déterminé sur base des justificatifs apportés par la collectivité locale, est liquidée dès accord ferme du Ministre.

§ 2. En cas de travaux, les états d'avancement, accompagnés des copies des factures approuvées par la collectivité locale et l'auteur de projet s'il échet, sont adressées en 2 exemplaires à l'administration.

Le montant de la subvention afférent à chaque état d'avancement, majoré du montant des frais généraux et, le cas échéant, de la révision des prix, est liquidé à la collectivité locale à concurrence de neuf dixièmes de l'engagement initial.

Après achèvement complet des travaux, la collectivité locale adresse à l'administration, en 2 exemplaires :

- 1° Copie du procès-verbal de réception provisoire;
- 2° Le décompte final et le calcul des délais;
- 3° La délibération de la collectivité locale approuvant le décompte final.

L'administration procède alors à la mise en liquidation du solde de la subvention moyennant adaptation de l'engagement initial sur base des révisions contractuelles.

§ 3. En ce qui concerne l'œuvre d'art, la subvention est liquidée sur base de la facture de l'artiste approuvée par l'administration.

§ 4. En cas d'acquisition, la subvention est liquidée en une seule fois sur présentation de la copie de l'acte authentique en 2 exemplaires.

Les travaux ou achats effectués avant accord ferme ne donnent pas lieu à subvention.

Toutefois, en cas d'urgence dûment motivée par la collectivité locale et après avis de l'administration, le Ministre peut déroger à cette règle.

Les interventions quelconques, volontaires ou obligatoires, de particuliers et/ou d'administrations publiques autres que celles provenant de la collectivité locale sont déduites du montant des dépenses subsidiées.

Bruxelles, le 18 décembre 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture,  
C. DUPONT

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 805

[2004/200344]

**18 DECEMBER 2003.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van de artikelen 4 en 6 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 87, § 1<sup>er</sup> en § 2, van de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 6 mei 2003;

Gelet op de beraadslagingsvergaderingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli en 10 december 2003,

Op de voordracht van de Minister van Cultuur,

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1° "de Minister", het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de culturele infrastructuur;

2° "het decreet", het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

3° "de eerste specifieke uitrusting", de basisuitrusting bestemd voor de bijzondere werking van de infrastructuur met uitzondering van de administratieve ruimten en het materieel voor kantoorautomatisering. Voor een spektakelzaal, gaat het om het scenografisch materieel, de rijen banken, de stoelen en de uitrusting van de loges. Voor een bibliotheek gaat het om het vast meubilair zoals boekenrekken en het meubilair van de leeszalen. Voor een museum gaat het om het permanent tentoonstellingsmaterieel. De uitrusting van de cafetaria's is inbegrepen in het maximumbedrag in verband daarmee.

4° "de administratie": het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK II. — *Prioritaire plaatselijke overheden en deelnemingsbegroting*

**Art. 2.** Tot 31 december 2006 zijn de plaatselijke overheden bedoeld in artikel 6, 2, 1° van het decreet die waarvan een deel van het grondgebied ten minste een wijk omvat die bedoeld is :

- ofwel bij de beschikking van de Europese Commissie van 1 juli 1999 tot vaststelling van de lijst van de onder doelstelling 1 van de structuurfondsen vallende regio's voor de periode van 2000 tot en met 2006;
- ofwel bij de beschikking van de Europese Commissie van 22 december 1999 tot vaststelling van de lijst van de zones in België die in de periode 2000-2006 onder doelstelling 2 van de structuurfondsen vallen.

**Art. 3.** De plaatselijke overheden bedoeld in artikel 6, § 2, 2°, van het decreet zijn die waarvan het aantal inwoners lager is dan of gelijk is aan 6000 inwoners.

**Art. 4.** De minimale nadere regels voor de uitoefening van de deelneming van de inwoners die opgelegd worden aan de plaatselijke overheden krachtens artikel 6, § 3, van het decreet zijn de volgende :

1° Zorgen voor de oprichting en de regelmatige werking van een ruimte die ten minste de plaatselijke overheden, de administratie, de sociaal-culturele organisaties en culturele organisaties die erkend zijn krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap, omvat. Die eenheid is ook toegankelijk voor de inwoners van de zone die bij het project betrokken is;

2° Binnen die ruimte een reglement opstellen en medeondertekenen waarbij gezamenlijk de wijze wordt bepaald waarop de partijen moeten samenwerken om samen voorstellen uit te werken in verband met de culturele investeringsuitgaven van de begroting van de plaatselijke overheid en waarbij de prioriteiten bij de uitvoering ervan worden bepaald;

3° Zorgen voor de doorzichtigheid van de beslissingen die worden genomen door de plaatselijke overheid voor haar culturele investeringsuitgaven en haar prioriteiten bij de uitvoering ervan, waarbij, binnen die ruimte, de criteria en argumenten die tot die beslissingen hebben geleid, worden uiteengezet.

#### HOOFDSTUK III. — *Procedure*

**Art. 5.** De procedure voor de kleine infrastructuur alsook voor de aanschaffing van een infrastructuur met een culturele bestemming bestaat uit 2 fasen : de principiële aanvraag en de vaste toestemming.

De procedure voor de grote infrastructuur bestaat uit 4 fasen : de principiële aanvraag, de toestemming betreffende het voorproject, de toestemming betreffende het project en de vaste toestemming.

**Art. 6.** § 1. Die eerste fase van de procedure is gemeenschappelijk voor de aanvragen om aanschaffing of werkzaamheden betreffende een kleine of een grote infrastructuur.

§ 2. De plaatselijke overheid deelt aan de Regering, in viervoud, een principiële aanvraag mee, die de volgende gegevens omvat :

1. Een nota met vermelding van de redenen voor een ontwerp van verwezenlijking of aanschaffing.

Die nota zal de volgende gegevens in acht nemen en uitleggen :

1° de criteria bedoeld in de punten 1°, 2° en 3° van artikel 5 van het decreet;

2° in voorkomend geval, het bewijs dat de plaatselijke overheid bedoeld in artikel 6, § 2, 1° of 2° van het decreet prioritair is overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van dit besluit;

3° in voorkomend geval, de toepassing van de procedure voor de rechtstreekse deelneming van de inwoners bedoeld bij artikel 4 van dit besluit overeenkomstig artikel 6, § 3 van het decreet.

2. Een nota met vermelding van de doelstelling, houdende :

1° het volledige programma van de te verwezenlijken uitrustingen en de overeenstemming ervan met de regelingen inzake culturele aangelegenheden die van toepassing zijn;

2° de eventuele fasen voor de uitvoering;

3° een plan dat aangeeft waar de gemeente gelegen is, met vermelding van de gekozen plaats en de lokatie van de andere bestaande of ontworpen culturele infrastructuur;

4° bij aanschaffing of renovatie van een gebouw, een plan met opgaaf van de bestaande installaties;

5° de bepalingen die de plaatselijke overheid van plan is te treffen met het oog op het toekomstige beheer van de installaties;

6° in voorkomend geval, de bepalingen die de plaatselijke overheid van plan is te treffen om de architectuurkwaliteit te verbeteren en om de regeling inzake overheidsopdrachten, inzonderheid de bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van architectuurdiensten, toe te passen. Worden inzonderheid nader bepaald : het type van de gekozen procedure en de verantwoording ervan, de verschillende types van de gevraagde kenmerken om de aan de specificiteiten van de betrokken infrastructuur te beantwoorden, de criteria voor de kwalitatieve selectie en de toekenning, en de wijze waarop die kunnen bijdragen tot de verbetering van de architectuurkwaliteit.

3. Een eerste raming van de verwezenlijgingskosten met vermelding van de volgende posten :

1° de kosten voor de eventuele aanschaffing;

2° de kosten voor de werkzaamheden;

3° de kosten voor de eerste specifieke uitrustingen;

4° de algemene kosten;

5° in voorkomend geval, de kosten voor de bepalingen die de plaatselijke overheid van plan is te treffen met het oog op de toepassing van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de integratie van kunstwerken in de openbare gebouwen;

6° de kosten voor de organisatie van een procedure met een vergelijkend examen voor de aanwijzing van de projectontwerper(s). Indien de verwezenlijking in verschillende fasen moet geschieden, dan moet de raming van de kosten voor elk van die worden bepaald.

De nadere regels voor de berekening zullen worden bepaald alsook de andere subsidiëringmogelijkheden bij elke openbare en/of privé-partners.

4. Een uittreksel uit de door de plaatselijke overheid genomen beslissingen met vermelding van de principiële beslissing om de subsidies van de Franse Gemeenschap aan te vragen, van de goedkeuring van de nota's houdende de vermelding van de redenen en de doelstelling alsook van de goedkeuring van de raming.

§ 3. De Minister legt het volledige dossier houdende de principiële aanvraag aan de administratie, via de Inspectie van Financiën, om advies voor.

De administratie brengt haar advies aan de Minister binnen een termijn van twee maanden uit.

§ 4. De beslissing van de Minister wordt aan de plaatselijke overheid meegedeeld.

Is die beslissing gunstig, dan maakt ze de principiële belofte uit en brengt ze de toestemming met zich mee om de procedure in te zetten voor het gunnen van de overheidsopdracht(en) voor aanneming van diensten betreffende de aanwijzing van de projectontwerpers.

Die principiële belofte kan niet worden beschouwd als een vaste verbintenis, daar die onderworpen is aan de goedkeuring van de fasen betreffende het voorproject, het project en de vaste toestemming.

Ze houdt overigens op uitwerking te hebben indien de instelling van de volgende fase van de procedure niet binnen het jaar volgend op de datum van die belofte geschiedt.

De Minister kan die termijn met zes maanden verlengen op grond van een behoorlijk met redenen omklede aanvraag.

**Art. 7.** Bij de organisatie van een wedstrijd om projecten bij toepassing van artikel 7, § 2, 3°, van het decreet, of van een onderhandelingsprocedure met bekendmaking, waarbij een jury of een selectiecomité wordt ingesteld, deelt de plaatselijke overheid aan de administratie in tweevoud de volgende gegevens mee :

1° de aankondiging van de opdracht en het bestek (de bestekken) van de opdrachten voor aanneming van diensten;

2° de samenstelling van de jury of het selectiecomité, bestaande, voor ten minste de helft, uit architecten; ten minste drie onder hen moeten deskundigen zijn die niet tot de diensten van de plaatselijke overheid behoren;

3° het proces-verbaal van de jury of van het selectiecomité, samen met de na beraadslaging genomen beslissing van het bestuur van de plaatselijke overheid die de namen van de projectontwerpers vermeldt;

4° de lijst van de kosten die voortvloeien uit de organisatie van de selectieprocedure alsook de stukken ter verantwoording ervan.

**Art. 8.** § 1. Onverminderd het laatste lid van artikel 6, binnen een maximumtermijn van één jaar vanaf de datum van de principiële belofte, en, als het gaat om een grote infrastructuur, deelt de plaatselijke overheid, in viervoud aan de administratie een dossier met een voorproject mee, dat de volgende gegevens omvat :

1. Een technisch dossier dat de volgende documenten omvat :

1° het plan, met de doorsnede en de verticale projectie, van een voorproject, opgemaakt op een schaal van 1 %;

2° een nota met vermelding van de gekozen opties inzake organisatie van de ruimten, de antwoorden op het programma en het architectuurontwerp;

3° de samenvattende nota's betreffende alle opties die gekozen zijn voor de technieken die bij de verwezenlijking worden gebruikt;

4° het verslag van de Gewestelijke Brandweerdienst en de synthese van de antwoorden die werden gebracht op de aanvragen van deze;

5° een raming voor elke post.

Als de werkzaamheden met verschillende fasen worden uitgevoerd, heeft het dossier van een voorproject betrekking op het geheel van die fasen en bepaalt het de inhoud van de raming van elk van die.

2. Een uittreksel uit de na beraadslaging genomen beslissing van het bestuur van de plaatselijke overheid met vermelding van de goedkeuring van het voorproject, de goedkeuring van de raming, de beslissing om de subsidies van de Franse Gemeenschap aan te vragen en de aanwijzing van de vertegenwoordigers van de plaatselijke overheid in de Commissie voor integratie van kunstwerken.

§ 2. De Minister legt het volledige dossier dat het voorproject uitmaakt, aan de administratie om advies voor, via de Inspectie van Financiën.

De administratie deelt haar advies mee aan de Minister binnen een termijn van twee maanden.

De beslissing van de Minister wordt aan de plaatselijke overheid meegedeeld.

Als die wordt goedgekeurd, maakt ze de toestemming betreffende het voorproject uit en stelt ze het subsidieerbaar bedrag vast overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van het decreet.

Die toestemming kan niet worden beschouwd als een vaste verbintenis, daar deze aan de goedkeuring van de fasen van het project en de vaste toestemming onderworpen is. Zij houdt overigens op elke uitwerking te hebben indien de instelling van de volgende fase van de procedure niet binnen de 2 jaar volgend op de datum van die beslissing geschiedt. De Minister kan die termijn met hoogstens zes maanden verlengen op grond van een behoorlijk met redenen omklede aanvraag.

**Art. 9.** § 1. Onverminderd het laatste lid van artikel 8, binnen een termijn van twee jaar vanaf de datum van de toestemming betreffende het voorproject, en, als het gaat om een grote infrastructuur, deelt de plaatselijke overheid aan de administratie, in tweevoud, een project mee dat de volgende gegevens inhoudt :

1. Een technisch dossier, bestaande uit :

1° een samenvattende nota waarin de procedures voor de gunning van de geplande overheidsopdrachten worden uiteengezet;

2° het plan, met de doorsnede en de verticale projectie, van het project dat op een schaal van 2 % wordt opgemaakt;

3° de bestekken;

4° de stedenbouwkundige vergunning en, in voorkomend geval, de milieuvergunning;

5° de ramende opmetingsopgave.

Als de werkzaamheden in verschillende fasen worden uitgevoerd, dan wordt het project samen ingediend met een nota die het doel van de betrokken fase, de inhoud, het tijdschema en de raming van de latere fasen nader bepaalt.

2. Het verslag van de vergadering van de Commissie voor integratie van kunstwerken betreffende het project alsook het geraamde bedrag van de erelonen van de kunstenaar en van de kosten van het werk.

3. Een uittreksel uit de na beraadslaging genomen beslissing van het bestuur van de plaatselijke overheid dat de goedkeuring van het project en de naam van de kunstenaar die gekozen werd om het kunstwerk uit te voeren, inhoudt.

§ 2. De Minister legt het volledige dossier dat het project uitmaakt, om advies aan de administratie voor, via de Inspectie van Financiën.

De beslissing van de Minister wordt aan de plaatselijke overheid meegedeeld.

Is die gunstig, dan maakt ze de toestemming betreffende het project uit, en stelt ze het bedrag van de subsidie vast op grond van het bedrag dat in de fase van het voorproject goedgekeurd was, vermeerderd met de herziening van de prijzen en keurt ze het instellen van de mededingingsprocedure voor de werken goed.

Die toestemming mag niet worden beschouwd als een vaste verbintenis, daar deze onderworpen is aan de goedkeuring door de Minister van de aanbesteding van de werken. Ze houdt overigens op uitwerking te hebben indien het dossier niet wordt ingediend in het jaar volgend op de datum van die beslissing. Die termijn kan worden verlengd met zes maanden op grond van een behoorlijk met redenen omklede aanvraag.

**Art. 10.** Die laatste fase van de procedure is dezelfde als die van de aanvragen om aanschaffing of werken in verband met een kleine of een grote infrastructuur.

Onverminderd een eventuele verlenging van de termijn toegekend overeenkomstig één van de vorige artikelen, wordt de aanvraag om vaste toestemming ingediend in het jaar volgend op de toestemming betreffende het project, en na mededinging van de opdracht(en) voor aanneming van werken voor de grote infrastructuren, en in het jaar volgend op de principiële belofte bij aanschaffing of verwezenlijking van een kleine infrastructuur.

De plaatselijke overheid deelt aan de administratie de volgende documenten mee :

§ 1. Bij aanschaffing van een bestaand goed :

1° 2 afschriften van de raming van de bevoegde registratieontvanger, of van het Comité voor Aanschaffing van Onroerende Goederen, verdeeld over bouwgoederen en niet-bouwgoederen;

2° 2 afschriften van de verkoopbelofte.

§ 2. Bij werken :

1° 2 afschriften van het proces-verbaal voor de opening van de inschrijvingen;

2° 2 afschriften van het verslag van onderzoek van de inschrijvingen en van het gunningsverslag;

3° 2 afschriften van de in aanmerking genomen inschrijving(en);

4° 2 afschriften van de niet in aanmerking genomen inschrijvingen.

Bovendien, als het gaat om een kleine infrastructuur, een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning, in voorkomend geval.

§ 3. Bij werken die in een regie worden uitgevoerd, hebben de documenten die aan de administratie in tweevoud mee te delen zijn, betrekking op :

1° de plannen, doorsneden en gevels opgemaakt op een schaal van 2 %;

2° de bestekken met betrekking tot de aankoop van materialen;

3° de bestekken voor het huren van het materieel dat noodzakelijk is voor de uitvoering van werken;

4° de kosten voor de externe arbeidskrachten, met uitsluiting van de lonen en sociale lasten van het personeel van de plaatselijke overheid;

5° een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning, in voorkomend geval.

§ 4. Het volledige dossier wordt samen ingediend met 2 originele exemplaren van het uittreksel van de na beraadslaging genomen beslissing van het bestuur van de plaatselijke overheid houdende goedkeuring :

1° ofwel van de raming van het aan te schaffen goed;

2° ofwel van de inschrijving(en) die in aanmerking komen voor de werken uitgevoerd door bedrijven;

3° ofwel bestekken voor werken die in een regie worden uitgevoerd.

§ 5. Het dossier houdende de vaste toestemming wordt nadien aan de Minister, via de Inspectie van Financiën, meegedeeld.

Bij goedkeuring door de Regering, wordt de beslissing aan de plaatselijke overheid meegedeeld. Ze maakt de vaste toestemming uit, staat de aanschaffing van het goed of de bestelling van werken toe en stelt het bedrag van de subsidie vast op grond van het bedrag dat in de fase van het project wordt goedgekeurd, vermeerderd met de herziening van de prijzen, of indien het lager is, op grond van het resultaat van de aanbesteding(en).

**Art. 11.** § 1. In geval van subsidie bestemd voor het dekken van de kosten voor de organisatie van een selectieprocedure, wordt het bedrag ervan, bepaald op grond van de verantwoordingsstukken die door de plaatselijke overheid worden voorgelegd, uitgekeerd, zodra de Minister zijn vaste toestemming heeft verleend.

§ 2. In geval van werken, worden de staten betreffende de voortgang, samen met de afschriften van de facturen die door de plaatselijke overheid en de ontwerper van het project, in voorkomend geval, worden goedgekeurd, in tweevoud aan de administratie voorgelegd.

Het bedrag van de subsidie in verband met iedere staat betreffende de vooruitgang, vermeerderd met het bedrag van de algemene kosten, en, in voorkomend geval, met de herziening van de prijzen, wordt uitgekeerd aan de plaatselijke overheid tot beloop van negen tienden van de oorspronkelijke vastlegging.

Nadat de werken volledig zijn voltooid, deelt de plaatselijke overheid aan de administratie, in tweevoud de volgende documenten mee :

1° een afschrift van het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

2° de eindrekening en de bepaling van de termijnen;

3° de na beraadslaging genomen beslissing waarbij de plaatselijke overheid de eindrekening goedkeurt.

De administratie stelt dan het saldo van de subsidie in vereffening door middel van de aanpassing van de oorspronkelijke vastlegging op grond van de contractuele herzieningen.

§ 3. Voor het kunstwerk, wordt de subsidie uitbetaald op grond van de factuur van de kunstenaar die door de administratie wordt goedgekeurd.

§ 4. In geval van aanschaffing, wordt de subsidie in één keer uitbetaald op voorlegging van het afschrift van de authentieke akte in tweevoud.

De werken of aankopen die worden uitgevoerd voordat de vaste toestemming werd gegeven, worden niet gesubsidieerd. Bij dringende noodzakelijkheid die door de plaatselijke overheid behoorlijk met redenen omkleed wordt en na advies van de administratie, kan de Minister echter van die regel afwijken.

De andere vrijwillige of verplichte tegemoetkomingen van alle aard van particulieren en/of overheidsbesturen dan deze die van de plaatselijke overheid komen, worden van het bedrag van de subsidieerbare uitgaven afgetrokken.

Brussel, 18 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur,  
C. DUPONT